



Rose, J. *Mission Insertion : un défi pour les universités.*

Rennes : Presses Universitaires.

Jean-François Giret



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/osp/4448>
ISSN : 2104-3795

Éditeur

Institut national d'étude du travail et d'orientation professionnelle (INETOP)

Édition imprimée

Date de publication : 15 septembre 2014
ISSN : 0249-6739

Référence électronique

Jean-François Giret, « Rose, J. *Mission Insertion : un défi pour les universités.* », *L'orientation scolaire et professionnelle* [En ligne], 43/3 | 2014, mis en ligne le 15 septembre 2017, consulté le 19 avril 2019.
URL : <http://journals.openedition.org/osp/4448>

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

© Tous droits réservés

Rose, J. *Mission Insertion : un défi pour les universités.*

Rennes : Presses Universitaires.

Jean-François Giret

RÉFÉRENCE

J. Rose

Rennes : Presses Universitaires.

- 1 Professeur émérite de sociologie, ancien directeur scientifique du Céreq, José Rose propose dans cet ouvrage une réflexion sur cette nouvelle mission attribuée à l'université qui est l'insertion professionnelle. S'il connaît bien le sujet par les nombreuses fonctions qu'il a occupées au sein de l'université, il pose également un regard de chercheur à la fois rigoureux et passionné sur les questions d'insertion, d'orientation ou de professionnalisation. Il rappelle ainsi dès l'introduction toute l'ambiguïté de cette mission insertion : « l'aide à l'insertion des étudiants n'est pas une mission au sens plein du terme, car ce n'est pas l'université qui crée des emplois, mais une mission d'accompagnement destinée à faciliter l'accès à l'emploi » (p. 9). Il défend néanmoins tout au long de l'ouvrage l'intérêt d'une mission qui répond aux attentes des étudiants soucieux de leur avenir, mais qui nécessite la mobilisation de tous les acteurs de l'université.
- 2 Les deux premiers chapitres donnent au lecteur de nombreux éléments de compréhension concernant le développement de cette mission et les conditions d'insertion professionnelle des étudiants. Le panorama n'est pas aisé à décrypter entre les multiples acteurs intervenant au niveau national, la pluralité d'instances au niveau des établissements, l'émergence d'opérateurs externes, la montée d'initiatives au niveau local et le foisonnement des rapports plus ou moins volontaristes sur le thème. Même si elle est inscrite dans la loi depuis 2007, la mission n'est pourtant pas nouvelle. Elle n'est pas non plus exempte de critiques : il est difficile de s'affranchir sans débats mais également sans moyens des nombreuses réticences qui se manifestent de la part notamment du

personnel universitaire. Cependant, comme l'indique José Rose, de bonnes raisons peuvent justifier de s'engager dans cette mission. Elle permet aux étudiants de préparer leur vie personnelle et professionnelle dès lors que cette mission ne se résume pas à l'accès aux premiers emplois. Elle participe au processus de socialisation que doit assurer l'ensemble du système éducatif pour préparer la transition vers les autres étapes de la vie. Mais surtout, elle peut doter les étudiants, et notamment ceux qui en sont démunis, de ressources nécessaires pour préparer leur vie professionnelle. La qualité de la formation proposée aux étudiants doit rester une préoccupation essentiellement de l'université, mais l'information sur leur environnement actuel et futur, sur le marché du travail qui les attend est également décisive pour saisir les opportunités et augmenter le champ des possibles. Ces efforts, s'ils bénéficient en premier lieu aux étudiants, peuvent également participer à la transformation de l'université, en faisant évoluer son offre de formation, en transformant ses modes de gestion ou en créant des partenariats. L'auteur plaide pour la complémentarité entre cette nouvelle mission et les missions traditionnelles de l'université d'enseignement et de recherche. Le deuxième chapitre accorde une place centrale à la connaissance sur les conditions d'insertion professionnelle. José Rose propose non seulement une revue de la littérature très documentée sur l'insertion professionnelle des étudiants, mais fait part également de ses remarques sur le système d'observation développé en France pour analyser l'entrée des jeunes sur le marché du travail et, plus généralement, les relations formation-emploi-travail. Les questions de méthode sont d'autant moins négligeables que la tentation est souvent grande d'instrumentaliser les statistiques. Il s'interroge donc sur la signification de palmarès reposant sur un ou deux indicateurs qui permettraient de classer l'efficacité des universités sur le marché du travail. Un taux d'insertion résulte de nombreux facteurs sociaux, économiques, territoriaux. Il n'est même pas évident que l'un d'entre eux puisse résumer la performance d'une université sur le marché du travail. Sur ce thème, une publication récente du Groupe de travail sur l'enseignement supérieur (Calmand & Épiphané, 2014), réunissant de nombreux experts du Céreq et d'observatoires universitaires, souligne les limites d'une évaluation des universités sur la base d'indicateurs. Il n'en demeure pas moins, comme le souligne José Rose, que les résultats de ces enquêtes sont utiles pour les étudiants soucieux de leur avenir, pour tous les acteurs de l'université mais également pour les employeurs dont les représentations à l'égard des étudiants ou des formations sont parfois éloignées de la réalité. On peut rajouter qu'elles permettent également de dénoncer quelques idées reçues sur les voies de garage où l'université sacrifierait ses étudiants (Jugnot, Épiphané, & Calmand, 2010) ou sur son incapacité à attirer des étudiants vers des secteurs qui seraient à fort potentiel de recrutement (Bonnard & Giret, 2014).

- 3 Dans les trois chapitres suivants, José Rose traite la problématique des ressources qui peuvent être mobilisées pour cette mission. Le troisième chapitre est consacré aux ressources nécessaires pour préparer l'insertion professionnelle des étudiants. La question du projet personnel et professionnel y est débattue au regard de la littérature scientifique mais également des expérimentations qui se sont développées dans de nombreuses universités. Tout en soulignant les limites des politiques d'injonction au projet, l'auteur défend l'idée que la notion de projet peut être un point d'appui dans les démarches d'aide à l'insertion professionnelle des étudiants. Elle s'inscrit alors dans un processus d'interactions continues entre des intentions plus ou moins précises et des informations sur un contexte qui évolue. Dès lors, comme il le souligne page 113, la dynamique individuelle liée à la mise en projet apparaît plus importante que l'existence

d'un projet. Un second argument nous semble également essentiel dans ce chapitre consacré aux ressources. Si de plus en plus d'outils et d'informations sont mis à la disposition des étudiants, il faut aussi s'interroger sur leurs capacités à se les approprier. S'appuyant notamment sur les travaux de Sen (2010), José Rose insiste sur la nécessité d'apprendre aux étudiants à saisir les opportunités si l'on veut lutter contre les inégalités sociales et culturelles dans la connaissance de l'université et du monde du travail ou dans la constitution de réseaux professionnels. La diffusion de techniques de recherche d'emploi, les ateliers d'écriture de CV ou de simulation d'entretiens peuvent s'avérer utiles pour les étudiants qui n'y ont pas été préparés par leur environnement social ou familial, mais cela implique également un travail de conviction où l'accompagnement individualisé peut prendre tout son sens. Le quatrième chapitre aborde la question des expériences de l'emploi et de l'entreprise chez les étudiants. À partir de nombreuses études, l'auteur montre que ces derniers ne découvrent que très rarement le monde du travail à la sortie de l'université. Par les biais de leurs stages mais également de différentes activités professionnelles qu'ils ont exercées durant les études, ils ont pu acquérir une connaissance du marché du travail mais également des compétences utiles pour leur vie professionnelle future. Un des enjeux est pour José Rose d'aider les étudiants à en prendre conscience et à les valoriser. Ces expériences sont néanmoins génératrices d'inégalités. Les activités concurrentes aux études augmentent les risques d'échec alors que celles complémentaires aux études peuvent favoriser la réussite. Cependant, les étudiants ne sont pas les mêmes, et ceux issus de milieux plus défavorisés sont souvent les plus pénalisés. Les stages sont également source d'inégalités, parfois d'abus de la part des employeurs mais peuvent aussi faciliter l'insertion professionnelle. Comme pour le travail étudiant, se pose la question de la reconnaissance des compétences acquises et leur valorisation auprès des futurs employeurs. Le cinquième chapitre se focalise sur la transformation des cursus de formation à l'aune de l'insertion professionnelle. José Rose s'interroge d'abord sur l'évolution de l'offre de formation nécessaire pour s'adapter aux besoins de la société et de l'économie. Elle dépend d'un côté de facteurs internes aux établissements comme les caractéristiques des étudiants, les logiques disciplinaires ou les projets des enseignants et de l'autre côté les facteurs externes que sont les exigences ministérielles ou les attentes des employeurs. L'offre de formation actuelle résulte alors d'interactions complexes entre ces acteurs dont les modes de coordination peuvent varier d'un établissement à l'autre ou même d'une filière à l'autre. Les enjeux pour faire évoluer cette offre sont cependant nombreux : les transformations du marché du travail, la mondialisation de l'offre de formation, la montée en puissance des nouvelles technologies ou de la formation tout au long de la vie doivent conduire chaque établissement à un positionnement stratégique dans la définition de cette offre. Pour José Rose, se préoccuper de l'insertion ne doit pas conduire une adéquation mécaniste à des besoins supposés du marché du travail dans le futur, mais à poursuivre les réflexions déjà initiées dans certaines universités sur les compétences à maîtriser, disciplinaires ou pluridisciplinaires, spécifiques ou transversales, pratiques ou théoriques. Ces débats débouchent naturellement sur la question de la professionnalisation dans l'enseignement dont l'auteur rappelle d'ailleurs la difficulté à en produire une définition unifiée. Il semble que la principale vertu de ces débats n'est pas de s'interroger sur ce qu'est une formation professionnelle, mais sur ce qu'est une formation universitaire de qualité qui doit préparer les étudiants à l'ensemble de leur vie active. Comme le reconnaît l'auteur, s'il est difficile de nier que les formations que l'on qualifie de professionnelles à l'université font souvent mieux que les autres au niveau de

l'insertion de leurs diplômés, elles se basent également sur une sélection à l'entrée de leurs étudiants, mais également à la sortie, dans les possibilités de poursuite d'études. Enfin, l'auteur aborde la question de l'orientation en nourrissant sa réflexion comme précédemment par de nombreux éléments théoriques sans toutefois faire l'impasse sur les difficultés du système actuel d'orientation. Les rapports sur cette question ont été nombreux ces dernières années, et la mise en place de services comme les SUIOIP (Service Universitaire d'Information d'Orientation et d'Insertion Professionnelle) traduit la volonté d'articuler plus étroitement les activités d'orientation et d'insertion. Cependant, sur ce point comme sur d'autres, les ressources ne doivent pas être seulement des recettes. Il convient donc pour l'auteur d'inscrire l'aide aux étudiants dans le temps long, en donnant un sens commun aux différentes actions qui pourront intervenir tout au long de leur parcours universitaire.

- 4 Le sixième et dernier chapitre traite du pilotage de la mission insertion au sein des universités. Reprenant notamment les travaux de Christine Musselin (2001), José Rose rappelle que « les configurations universitaires » sont complexes et que les modes de gouvernement hérités de la loi LRU se heurtent toujours à de nombreuses difficultés. Dans ce contexte, la mission d'insertion inscrite dans la loi qui s'est matérialisée notamment par la mise en place des BAIP (Bureaux d'Aide à l'Insertion Professionnelle) recouvre des réalités très différentes d'un établissement à l'autre. Les moyens humains et financiers qui y sont consacrés varient également en fonction de la volonté de l'équipe qui dirige l'université. Mais, les innovations en matière d'orientation et d'insertion dépendent également d'initiatives locales et de la capacité des porteurs de projet à dépasser les nombreux obstacles propres au monde universitaire. À partir de deux expérimentations, la mise en place du projet PEC (Portefeuille d'Expériences et de Compétences) et du dispositif ELITE (Expérimentation Locale pour l'Insertion Territorialisée des Étudiants), José Rose montre comment ces initiatives peuvent susciter des dynamiques avec différents acteurs locaux de l'emploi et de la formation ou structurer un réseau d'universités souhaitant développer des pratiques et une approche commune¹. José Rose pose naturellement la question des modes d'évaluation de ces différentes activités, au niveau de ces initiatives comme au niveau de chaque BAIP. Comme souvent, si l'objectif est de faire partager les bonnes pratiques, tout en tenant compte des éléments de contexte et des facteurs éventuels de blocage, l'évaluation doit être plurielle et ne pas se résumer à une simple mesure d'indicateurs, dont de nombreuses recherches montrent les limites. Elle reste néanmoins indispensable si l'on veut installer durablement ces activités dans le paysage universitaire (p. 204).
- 5 Comme le rappelle José Rose en conclusion de cet ouvrage, cette nouvelle mission est un défi pour les universités mais également pour les universitaires. Elle l'est aussi pour les étudiants qui semblent finalement relativement peu impliqués collectivement dans cette mission alors qu'ils doivent en être les principaux bénéficiaires. C'est enfin et surtout un défi au niveau de la société si l'on veut lutter contre les inégalités sociales. Cette mission insertion apparaît alors comme un moyen, peut-être limité mais pas pour autant à négliger, de les réduire en favorisant la transition de tous dans le monde du travail.
- 6 L'ouvrage apporte un cadre de réflexion stimulant à cette mission d'insertion, utile pour les chercheurs, mais également pour les praticiens de l'insertion et de l'orientation et plus généralement pour tous ceux qui s'intéressent à l'évolution de l'université. Il n'a naturellement pas vocation à apporter toutes les réponses aux lecteurs qui s'interrogent sur l'ensemble des moyens qui peuvent être mis en œuvre pour réussir cette mission. On

peut par exemple se demander si les expériences développées dans les universités à l'étranger ne pourraient pas également être porteuses d'intérêt, surtout avec l'émergence d'un espace européen de l'enseignement supérieur. Cela passe par une étude comparative des liens entre l'enseignement supérieur et le marché du travail dans ces différents pays en mettant au centre de l'analyse les questions de mobilité et d'employabilité des étudiants comme le proposent Schomburg et Teichler (2011). On peut également s'interroger sur le développement de cette mission insertion dans l'enseignement supérieur non universitaire, qui y semble à la fois plus ancienne et plus consensuelle. Il n'est peut-être pas si paradoxal que l'on y parle parfois plus d'universitarisation des formations que de professionnalisation et que l'injonction à la recherche mobilise plus les attentions que la question de l'insertion professionnelle. De plus, si l'objectif est d'améliorer la place des diplômés de l'université dans la file d'attente pour accéder aux emplois (p. 105), ne faut-il pas aussi s'intéresser aux autres personnes dans cette file d'attente et surtout à celles qui sont placées devant ? Cependant, on peut aussi débattre de ce postulat. L'objectif plus ambitieux ne pourrait-il pas être de réduire l'ensemble de la file d'attente ? L'université ne pourrait-elle pas créer de l'emploi, certes indirectement, en formant des diplômés qui correspondraient mieux aux attentes de la société ? Dans une société de la connaissance, la création de valeur ne vient-elle pas des compétences de ses diplômés, de leur capacité à innover, à valoriser leur potentiel, à s'adapter à leur environnement et à communiquer ? Encore une bonne raison de donner à cette mission les moyens de réussir.

BIBLIOGRAPHIE

- Bonnard, C., & Giret, J.F. (2014). Quelle attractivité pour les études scientifiques dans une société de la connaissance ? Paris : L'Harmattan, Collection Savoir et Formation, Série Enseignement supérieur.
- Calmand J., & Épiphanie, D. (2014). Évaluer les universités. Analyse critique des indicateurs d'établissements et méthodologie des enquêtes auprès des recruteurs. Groupe de travail sur l'enseignement supérieur (GTES), Relief-Céreq, 47.
- Jugnot S., Épiphanie, D., & Calmand, J. (2010). Les chiffres des lettres. L'insertion des diplômés de lettres et sciences humaines, Bref-Céreq, 274.
- Musselin, C. (2001). La longue marche des universités françaises. Paris : Presses Universitaires de France.
- Schomburg, H., & Teichler, U. (2011). Employability and mobility of bachelor graduates in Europe. Rotterdam: Sense Publishers.
- Sen, A. (2010). L'idée de justice. Paris : Flammarion